



**Commune de
Rezzong-le-Long**

**Société d'Équipement du
Département de l'Aisne**

**« OPERATION D'AMENAGEMENT
D'UNE ZONE A VOCATION D'HABITAT SUR LE SECTEUR DE LA
TRESORERIE A RESSONS LE LONG »**

CONCESSION D'AMENAGEMENT

Avenant n°1

Entre

La **Commune de RESSONS-LE-LONG**, représentée par son Maire en exercice, Monsieur Nicolas REBEROT, agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal en date du *27 septembre 2012*.....

ci-après dénommé par les mots « la Collectivité » ou « le Concédant » ou « Collectivité concédante ».

D'une part,

Et

La **Société d'Équipement du Département de l'Aisne (SEDA)**, société anonyme d'économie mixte locale, au capital de 230 000 €, dont le siège social est à LAON (02000) - BARENTON-BUGNY – Pôle d'Activités du Griffon – 10 rue Pierre-Gilles de Genes, inscrite au Registre du Commerce de SAINT-QUENTIN sous le n° B 591 680 145, représentée par son Directeur Général Délégué, Monsieur Patrice VERBEKE, confirmé dans ses fonctions par délibération du Conseil d'Administration en date du 19 mai 2011,

ci-après dénommée « le Concessionnaire » ou « la Société » ou « l'Aménageur »

D'autre part.

II A TOUT D'ABORD ETE EXPOSE CE QUI SUIIT :

En raison de la demande existante de terrains à bâtir destinés à accueillir de l'habitat et conformément aux orientations du SCOT, la Commune de Reissons-le-Long avait engagé des études en vue de la réalisation, sur son territoire, d'un projet d'aménagement d'un quartier à vocation d'habitat sur le secteur de la Trésorerie, secteur formant une sorte de dent creuse, à proximité du centre bourg.

Aux vues des conclusions des études opérationnelles menées, la commune de RESSONS LE LONG a décidé de lancer la phase opérationnelle et après mise en concurrence a désigné la SEDA, aménageur de son éco-quartier.

En application des dispositions des articles L. 300-4 et L. 300-5 du code de l'urbanisme et des articles L. 1523-1 et suivants du code général des collectivités territoriales, la commune et la SEDA ont signé le 18 février 2010 une convention de concession d'aménagement, reçue par le représentant de l'Etat le 16 mars 2010.

L'article 16 du contrat de concession mentionnait un montant de participation, subventions attendues de collectivités tiers comprises de 843 292 €. Suite à la réactualisation des prévisions budgétaires pour cette opération, et notamment la rédaction du compte-rendu annuel à la collectivité, le montant de la participation d'équilibre de la commune passe de 691 696 € à 736 828 €, soit subventions comprises 910 328 €. De même les modalités de versement de celle-ci ont été modifiées afin de tenir compte du phasage opération de l'aménagement de ce quartier.

Ainsi conformément aux dispositions des articles 16.4.1. in fine et 16.4.3, les parties ont convenu de passer un avenant en vue de modifier la rédaction de l'article 16.4 du contrat de concession.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU CE QUI SUIIT.

ARTICLE UNIQUE- FINANCEMENT DES OPERATIONS

L'article 16.4 tel que rédigé dans le contrat initial et ci-dessous reproduit

« 16.4 Participation de la Collectivité au coût de l'opération

En application de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, le montant prévisionnel de la participation du concédant est fixé à 843 292 € au titre d'une participation d'équilibre à l'opération. Ce montant comprend les subventions attendues prévisionnellement de collectivités tiers.

16.4.1 *Les modalités de cette participation sont les suivantes :*

Les 843 292 euros, mentionnés ci-dessus seront versés par le biais d'une participation financière ; cette participation en numéraire fera l'objet de versements par tranches annuelles définies en fonction des besoins tels qu'ils apparaissent sur les prévisions budgétaires actualisées et évaluées aux montants suivants :

- 40 000 euros pour 2010,

- 140 000 euros pour 2011,
- 140 000 euros pour 2012,
- 90 000 euros pour 2013,
- 90 000 euros pour 2014,
- 90 000 euros pour 2015,
- 99 570 euros pour 2016,
- 50 000 euros pour 2017,
- 50 000 euros pour 2018,
- 53 722 euros pour 2019.

L'Aménageur sollicitera le paiement de la participation de la Collectivité concédante dans la limite du montant des tranches annuelles ci-dessus défini, éventuellement modifié par avenant.

16.4.2 Affectation

Ce montant pourra être affecté en tant que de besoin, par délibération du Concédant, au financement des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Aménageur, en fonction du bilan prévisionnel annexé à la présente convention.

16.4.3 *Le montant global ou l'affectation de cette participation pourra être révisé par avenant à la présente concession d'aménagement approuvé par délibération de l'assemblée délibérante de la Collectivité concédante.*

Dans l'hypothèse où le refus du Concédant de modifier le montant de cette participation serait de nature à remettre en cause, à raison de charges nouvelles d'intérêt général ou provenant de faits non imputables à l'Aménageur, l'équilibre financier de la présente concession, la Collectivité sera tenue de résilier celle-ci si l'Aménageur en fait la demande. La résiliation prendra effet au terme d'un préavis de trois mois courant de la notification de la décision de résiliation, le déséquilibre résultant des charges d'intérêt général, ou provenant de faits non imputables à l'Aménageur, étant immédiatement à la charge de la Collectivité. »

est supprimé et remplacé par le texte suivant :

« 16.4 Participation de la Collectivité au coût de l'opération

En application de l'article L. 300-5 du code de l'urbanisme, le montant prévisionnel de la participation du concédant est fixé à 910 328 € au titre d'une participation d'équilibre à l'opération. Ce montant comprend les subventions attendues prévisionnellement de collectivités tiers.

16.4.1 Les modalités de cette participation sont les suivantes :

Les 910 328 euros, mentionnés ci-dessus seront versés par le biais d'une participation financière ; cette participation en numéraire fera l'objet de versements par tranches annuelles définies en fonction des besoins tels qu'ils apparaissent sur les prévisions budgétaires actualisées et évaluées aux montants suivants :

- 40 000 euros pour 2010,
- 40 000 euros pour 2011,
- 117 122 euros pour 2012,
- 110 000 euros pour 2013,
- 186 378 euros pour 2014,
- 80 000 euros pour 2015,
- 80 000 euros pour 2016,
- 80 000 euros pour 2017,
- 80 000 euros pour 2018,

- 80 000 euros pour 2019,
- 16 828 euros au-delà.

L'Aménageur sollicitera le paiement de la participation de la Collectivité concédante dans la limite du montant des tranches annuelles ci-dessus défini, éventuellement modifié par avenant.

16.4.2 Affectation

Ce montant pourra être affecté en tant que de besoin, par délibération du Concédant, au financement des équipements publics dont la maîtrise d'ouvrage est assurée par l'Aménageur, en fonction du bilan prévisionnel annexé à la présente convention.

16.4.3 Le montant global ou l'affectation de cette participation pourra être révisé par avenant à la présente concession d'aménagement approuvé par délibération de l'assemblée délibérante de la Collectivité concédante.

Dans l'hypothèse où le refus du Concédant de modifier le montant de cette participation serait de nature à remettre en cause, à raison de charges nouvelles d'intérêt général ou provenant de faits non imputables à l'Aménageur, l'équilibre financier de la présente concession, la Collectivité sera tenue de résilier celle-ci si l'Aménageur en fait la demande. La résiliation prendra effet au terme d'un préavis de trois mois courant de la notification de la décision de résiliation, le déséquilibre résultant des charges d'intérêt général, ou provenant de faits non imputables à l'Aménageur, étant immédiatement à la charge de la Collectivité. »

♦♦♦

Les autres dispositions du contrat de concession d'aménagement non visées et modifiées par le présent avenant demeurent applicables.

Fait à Ressons-le-Long
Le 28 Septembre 2012
En deux exemplaires originaux

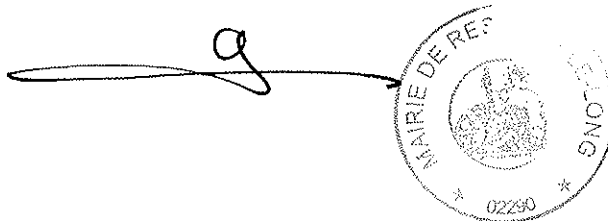
Pour L'Aménageur

Son Directeur Général Délégué
Monsieur Patrice VERBEKE

- Annexe : bilan financier prévisionnel

Pour la Collectivité concédante

Son Maire
Monsieur Nicolas REBEROT



BILAN FINANCIER - Echéancier Prévisionnel

| LIBELLES DEPENSES | |
|---|--|
| Acquisitions, indemnités & Frais d'acquisition | |
| Etudes, Honoraires & frais divers | |
| Travaux | |
| Frais Financiers | |
| Rémunération aménagieur | |
| Charges de gestion (impôts, assurances, & entretiens) | |
| TOTAL Dépenses H.T. | |

| DERNIER BILAN APPROUVE | CRACL 2011 |
|------------------------|------------------|
| 491 465 | 491 465 |
| 266 475 | 275 405 |
| 2 193 560 | 2 331 915 |
| 109 786 | 75 368 |
| 312 760 | 328 295 |
| 50 000 | 64 000 |
| 3 344 046 | 3 566 449 |

| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Au-delà |
|-------------------|--------|--------|---------|-----------|---------|--------|--------|---------|--------|---------|
| Cumul au 31.12.10 | 5 850 | 1 990 | 166 452 | 177 134 | 3 460 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| 22 590 | 15 604 | 29 471 | 28 255 | 33 000 | 19 000 | 16 000 | 17 000 | 34 000 | 16 485 | 44 000 |
| | 0 | 20 605 | 16 483 | 830 000 | 311 033 | 0 | 0 | 637 398 | 0 | 516 396 |
| | 0 | 285 | 3 774 | 14 171 | 15 221 | 7 602 | 0 | 6 484 | 0 | 26 177 |
| | 16 138 | 15 716 | 18 407 | 69 959 | 34 794 | 29 107 | 26 285 | 38 716 | 9 504 | 50 363 |
| | 0 | 2 000 | 7 000 | 7 000 | 7 000 | 7 000 | 7 000 | 3 000 | 3 000 | 21 000 |
| | 44 588 | 33 595 | 228 590 | 1 100 709 | 390 508 | 59 709 | 50 285 | 719 598 | 28 989 | 657 936 |

| LIBELLES RECETTES | |
|----------------------------------|--|
| Cessions de Terrains | |
| Subventions | |
| FRAFP tranche 1 | |
| FRAFP tranche 2 sur études | |
| FRAFP tranche 3 sur acquisitions | |
| Autres Produits (divers) | |
| Participation d'équilibre | |
| TOTAL Recettes H.T. | |

| DERNIER BILAN APPROUVE | CRACL 2011 |
|------------------------|------------------|
| 2 478 850 | 2 656 121 |
| 173 500 | 173 500 |
| 0 | 0 |
| 43 500 | 43 500 |
| 30 000 | 30 000 |
| 0 | 0 |
| 691 698 | 736 828 |
| 3 344 046 | 3 566 449 |

| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Au-delà |
|-------------------|--------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Cumul au 31.12.10 | 0 | 0 | 0 | 457 368 | 258 004 | 436 699 | 374 234 | 280 369 | 219 061 | 636 386 |
| | 0 | 37 122 | 30 000 | 106 378 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 |
| | | 37 122 | 20 000 | 86 378 | | | | | | |
| | | 0 | 0 | 20 000 | | | | | | |
| | 40 000 | 80 000 | 80 000 | 80 000 | 80 000 | 80 000 | 80 000 | 80 000 | 80 000 | 16 828 |
| | 40 000 | 117 122 | 110 000 | 643 746 | 338 004 | 516 699 | 454 234 | 360 369 | 293 061 | 653 214 |

| Moyens de Financement |
|---|
| Moins annuel H.T. (Recettes - Dépenses) |

| |
|---|
| 0 |
|---|

| Moyens de Financement |
|---|
| Mouvements de trésorerie de l'année avant TVA |
| Solde cumulée (état de trésorerie avant TVA) |

| |
|---------|
| -9 073 |
| -9 073 |
| -72 590 |

| Moyens de Financement |
|------------------------------|
| TVA collectée (sur recettes) |
| TVA versée (sur dépenses) |
| Crédit de TVA |
| TVA à reverser |

| |
|---------|
| 0 |
| 4 485 |
| 4 485 |
| 0 |
| 451 541 |
| 524 500 |
| 72 590 |
| 0 |

| Moyens de Financement |
|--|
| Mouvements de trésorerie de l'année après TVA et avance |
| Solde cumulée (situation de trésorerie effective) |

| |
|--------|
| -4 588 |
| -4 588 |
| 1 817 |
| 0 |

| | 2011 | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 | Au-delà |
|-------------------|--------|--------|----------|----------|----------|----------|---------|----------|---------|---------|
| Cumul au 31.12.10 | -4 588 | 6 405 | -111 458 | -456 963 | -52 504 | 456 990 | 403 949 | -359 229 | 264 072 | -4 722 |
| | -9 073 | 3 327 | -63 362 | -550 700 | -74 269 | 527 988 | 463 331 | -443 548 | 256 673 | -9 090 |
| | -9 073 | -5 746 | -128 811 | -632 873 | -907 143 | -379 955 | 83 377 | -360 172 | -63 499 | -9 090 |
| | 0 | 0 | 0 | 77 753 | 43 861 | 74 239 | 63 620 | 47 663 | 36 220 | 108 96 |
| | 4 485 | 3 078 | 11 410 | 17 190 | 68 626 | 4 042 | 4 238 | 13 982 | 3 679 | 12 554 |
| | 4 485 | 3 078 | 11 410 | 93 737 | 21 765 | 0 | 0 | 84 319 | 0 | 4 369 |
| | 0 | 0 | 0 | 0 | 0 | 70 197 | 59 322 | 0 | 37 601 | 0 |
| | -4 588 | 6 405 | -111 458 | -456 963 | -52 504 | 456 990 | 403 949 | -359 229 | 264 072 | -4 722 |
| | -4 588 | 1 817 | -108 641 | -708 556 | -781 066 | -304 070 | 98 879 | -259 350 | 4 722 | 0 |

MAIRIE DE
RESSONS LE LONG
02290

N° 2012-070



TÉL./FAX : 03.23.74.21.12
Courriel : mairie.ressons-le-
long@wanadoo.fr

Date de convocation : 23 septembre
2012

Date d'affichage : 23 septembre 2012

Nombre de conseillers :

En exercice : 15
Présents : 12
Votants : 15

Accusé certifié exécutoire

Réception par le préfet : 28/09/2012

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

LOI DU 5 AVRIL 1884 – ARTICLE 56

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance du 27 septembre 2012

L'an deux mil douze le 27 septembre à 19 heures, le Conseil Municipal légalement convoqué, s'est réuni à la Mairie en séance publique sous la présidence de Monsieur REBEROT Nicolas, Maire.

Etaient Présents : MM, Mmes REBEROT, HUTIN, SZCZUKA, VAN ZUILEN, LUCOT, DESTREZ, DEBOSQUE, LENCEL, FERTE, DUBOIS, GUERIN, WINTREBERT;

Absents excusés : M. Mmes PREDOT, POINTIER, REBAUDO

Procurations :

Sylvie PREDOT donne procuration à Nicolas REBEROT
Bertrand POINTIER donne procuration à Patricia LUCOT
Stéphanie REBAUDO donne procuration à Dominique van ZUILEN

Formant la majorité des membres en exercice
Madame Silvie SZCZUKA a été élue secrétaire

Objet : Approbation du CRACL 2011 arrêté au 31/12/2011- n°2012-070

La commune de Ressons le Long a décidé de la mise à l'étude de la construction d'un écoquartier au nord du centre-bourg.

En application des articles L 300.4 et R 321.1 et suivants du Code de l'Urbanisme, la SEDA s'est vue confier la réalisation de l'opération par une convention de concession approuvée le 10 février 2010 et notifiée le 19 mars 2010 pour une durée de 9 ans.

Conformément au traité de concession, il est présenté ce jour le Compte Rendu Annuel à la Collectivité pour l'année 2011 (CRACL) au Conseil Municipal, pour approbation.

Les documents écrits et financiers sont joints à la présente délibération.

Le nouveau montant de la participation présenté dans le cadre de ce CRACL se décline comme suit :

- 736 828 € au titre d'une participation d'équilibre.

Ainsi, il est nécessaire de passer un avenant n°1 au traité de concession de la SEDA afin de prendre en considération cette augmentation de participation à l'opération.

Le Conseil Municipal,

Vu la présentation ce jour du Compte Rendu Annuel à la Collectivité 2011 (CRACL),
Vu les documents joints en annexes présentant le CRACL,
Vu la concession d'aménagement approuvée en date du 10 février 2010,
Vu le projet d'avenant n°1 au traité de concession.

Décide à l'unanimité :

- d'approuver le CRACL 2011

- de modifier par avenant le montant prévisionnel de la participation à la convention de concession comme étant de 736 828 € au titre d'une participation d'équilibre,
- d'autoriser le maire à signer tous les documents nécessaires à cet effet.

Ainsi fait et délibéré, le jour, mois et an susdits et ont signé au registre les membres présents.



Pour extrait certifié conforme, le 27 septembre 2012

Le Maire,
Nicolas REBEROT.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif d'Amiens dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.